Spedizione in abbonamento postale

Anno 96° — Numero 102

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Mercoledì, 4 maggio 1955 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio [illegible] inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 802[illegible] [illegible]le L. 4510
Trimestrale L. 2510 - U[illegible] [illegible]0.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per [illegible]

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto P[illegible] dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale" veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi [illegible]lla Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ") e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in ROMA — presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ") sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1955

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 9 marzo 1955, n. 310.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione relativa all'istituzione di una Organizzazione europea per la ricerca nucleare firmata a Parigi il 1° luglio 1953.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione relativa all'istituzione di una Organizzazione europea per la ricerca nucleare, firmata a Parigi il 1° luglio 1953.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione suddetta, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

Art. 3.

La spesa relativa, a carico del Governo italiano, valutata in lire italiane 250.000.000 (duecentocinquanta milioni), farà carico al capitolo n. 66 del bilancio del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1954-55.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e li farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 marzo 1955

EINAUDI

SCELBA — MARTINO — GAVA — ERMINI — VILLABRUNA

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO

Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire

Les Etats parties à la présente Convention,

Considérant l'Accord portant création d'un Conseil de représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire, ouvert à la signature à Genève le 15 février 1952;

Considérant l'Avenant prorogeant ledit Accord, signé à Paris le 30 juin 1953;

Désireux, conformément à la section 2 de l'Article III de l'Accord du 15 février 1952, de conclure une Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire, comportant la fondation d'un Laboratoire international en vue d'exécuter un programme déterminé de recherches de caractère purement scientifique et fondamental concernant les particules de haute énergie;

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Création de l'Organisation

1. Il est créé par la présente Convention une Organisation européenne pour la recherche nucléaire (ci-dessous dénommée « l'Organisation »).

2. Le siège de l'Organisation est à Genève.

Article II

Buts

1. L'Organisation assure la collaboration entre Etats européens pour les recherches nucléaires de caractère purement scientifique et fondamental, ainsi que pour d'autres recherches en rapport essentiel avec celles-ci. L'Organisation s'abstient de toute activité à fins militaires et les résultats de ses travaux expérimentaux et théoriques sont publiés ou, de toute autre façon, rendus généralement accessibles.

2. En assurant la collaboration prévue au paragraphe 1 du présent Article, l'Organisation se borne aux activités énumérées aux paragraphes 3, 4, et 5 ci-dessous.

3. Le programme de base de l'Organisation comporte:

a) La construction d'un Laboratoire international (ci-dessous dénommé « le Laboratoire ») pour des recherches sur les particules de haute énergie, y compris des travaux dans le domaine des rayons cosmiques. Ce Laboratoire comprendra:

i) un synchrotron à protons pour des énergies dépassant dix milliards d'électrons-volts (10^{10}eV);

ii) un synchro-cyclotron capable d'accélérer des protons jusqu'à environ six cent millions d'électrons-volts (6×10^8eV);

iii) l'appareillage auxiliaire nécessaire pour effectuer tout programme de recherches au moyen des machines définies en *i*) et *ii*) ci-dessus;

iv) les bâtiments nécessaires pour abriter l'équipement défini en *i*), *ii*) et *iii*) ci-dessus, ainsi que pour l'administration de l'Organisation et l'accomplissement de ses autres fonctions.

b) Le fonctionnement du Laboratoire spécifié ci-dessus.

c) L'organisation et l'encouragement de la coopération internationale dans la recherche nucléaire, y

compris la collaboration en dehors du Laboratoire. Cette coopération peut comprendre en particulier:

i) des études théoriques dans le domaine de la physique nucléaire;

ii) l'encouragement de contacts entre chercheurs, l'échange de chercheurs, la diffusion d'informations, et des mesures permettant aux chercheurs d'approfondir leurs connaissances et de compléter leur formation professionnelle;

iii) la collaboration avec les institutions nationales de recherches, auxquelles des conseils peuvent être donnés;

iv) des recherches dans le domaine des rayons cosmiques.

4. Tout programme supplémentaire doit être soumis au Conseil, mentionné à l'Article IV ci-dessous, et approuvé par celui-ci à la majorité des deux-tiers de tous les Etats Membres de l'Organisation.

5. Dans le cadre de son programme de base et de tout programme supplémentaire d'activité, le Laboratoire collabore dans toute la mesure du possible avec les laboratoires et institutions situés sur le territoire des Etats Membres. Dans la mesure compatible avec les buts de l'Organisation, le Laboratoire doit s'efforcer d'éviter tout double emploi avec les recherches poursuivies dans lesdits laboratoires ou institutions.

Article III

Conditions d'adhésion

1. Les Etats parties à l'Accord du 15 février 1952, mentionné dans le Préambule à la présente Convention, ainsi que les Etats qui ont contribué en espèces ou en nature au Conseil institué par ledit Accord et pris une part effective à ses travaux, ont le droit de devenir membres de l'Organisation en devenant parties à la présente Convention conformément aux dispositions des articles XV, XVI et XVII.

2. a) L'admission d'autres Etats dans l'Organisation est décidée à l'unanimité des Etats Membres par le Conseil mentionné à l'article IV;

b) tout Etat désireux d'être admis dans l'Organisation en vertu du précédent alinéa le notifie au Directeur. Celui-ci communique la demande aux Etats Membres au moins trois mois avant son examen par le Conseil. Tout Etat ainsi admis devient Membre de l'Organisation en adhérant à la présente Convention, conformément aux dispositions de l'article XVII.

3. Les Etats Membres participent aux activités de l'Organisation, mais aucun d'eux n'est tenu de contribuer financièrement à des activités autres que celles spécifiées au paragraphe 3 de l'article II. Un Etat Membre n'a pas le droit de participer aux activités auxquelles il n'a pas contribué financièrement.

4. Les Etats Membres facilitent l'échange des personnes ainsi que des informations scientifiques et techniques utiles à la réalisation du programme de base et de tout programme supplémentaire d'activité de l'Organisation. Toutefois, rien dans ce paragraphe:

a) n'affecte l'application à toute personne des lois et règlements des Etats Membres concernant l'entrée ou la résidence sur leur territoire ainsi que la sortie de leur territoire, ou

b) n'oblige un Etat Membre à communiquer ou autoriser la communication d'une information en sa possession, s'il considère une telle communication comme contraire aux exigences de sa sécurité.

Article IV

Organes

L'Organisation comprend un Conseil et un Directeur assisté d'un personnel.

Article V

Conseil

1. Le Conseil est composé de deux délégués au plus de chaque Etat Membre, lesquels peuvent être accompagnés aux réunions du Conseil par des conseillers.

2. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Conseil:

a) détermine la ligne de conduite de l'Organisation en matières scientifique, technique et administrative;

b) approuve le plan détaillé de recherches et décide de tout programme supplémentaire d'activités de l'Organisation;

c) adopte le budget et arrête les dispositions financières de l'Organisation conformément au Protocole financier, annexe à la présente Convention;

d) contrôle les dépenses, approuve et publie les comptes annuels vérifiés de l'Organisation;

e) décide de la composition du personnel nécessaire;

f) publie un rapport annuel;

g) a tous autres pouvoirs et remplit toutes autres fonctions nécessaires à l'exécution de la présente Convention.

3. Le Conseil se réunit au moins une fois par an et décide du lieu de ses réunions.

4. Chaque Etat Membre dispose d'une voix au Conseil; toutefois un Etat Membre ne peut voter sur une activité prévue dans un programme supplémentaire que s'il a accepté de contribuer financièrement à ce programme supplémentaire ou si ce vote concerne des installations pour l'acquisition desquelles il a versé des contributions.

5. Un Etat Membre n'a pas droit de vote au Conseil si le montant de ses contributions arriérées dépasse le montant des contributions dues par lui pour l'exercice financier courant et celui qui l'a immédiatement précédé. Le Conseil peut néanmoins autoriser un tel Etat Membre à voter s'il estime à une majorité des deux tiers de tous les Etats Membres que le défaut de paiement des contributions est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

6. Sauf disposition contraire de la présente Convention, les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des Etats Membres représentés et votants.

7. Le Conseil arrête son propre règlement intérieur, sous réserve des dispositions de la présente Convention.

8. La présence de délégués de la majorité des Etats Membres est nécessaire pour constituer un quorum à toute réunion du Conseil.

9. Le Conseil élit un président et deux vice-présidents, dont le mandat est d'un an et qui ne peuvent être réélus plus de deux fois consécutivement.

10. Le Conseil peut créer les organes subsidiaires nécessaires à l'accomplissement des buts de l'Organisation. Le Conseil décide de la création de tels organes et en définit le mandat à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres.

11. En attendant le dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion, les Etats mentionnés au

paragraphe 1 de l'article III peuvent se faire représenter aux réunions du Conseil et participer à ses travaux jusqu'au 31 décembre 1954. Ce droit n'inclut pas le droit de vote, à moins que lesdits Etats n'aient versé à l'Organisation la contribution prévue au paragraphe 1) de l'article 4 du Protocole financier, annexe à la Convention.

Article VI

Directeur et personnel

1. *a*) Le Conseil nomme un Directeur à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres pour une période déterminée et il peut le licencier à la même majorité. Le Directeur est le fonctionnaire exécutif supérieur de l'Organisation, et la représente dans les actes de la vie civile. Pour l'administration financière de l'Organisation, il se conforme aux dispositions du Protocole financier, annexe à la présente Convention. Il soumet un rapport annuel au Conseil et prend part sans droit de vote à toutes ses réunions;

b) le Conseil peut différer la nomination du Directeur aussi longtemps qu'il le juge nécessaire après l'entrée en vigueur de la Convention ou en cas de vacance ultérieure. Le Conseil désigne alors, en lieu de Directeur. une personne dont il détermine les pouvoirs et responsabilités.

2. Le Directeur est assisté du personnel scientifique, technique, administratif et de secrétariat jugé nécessaire et autorisé par le Conseil.

3. Le personnel est engagé et licencié par le Conseil sur la recommandation du Directeur. Les engagements et licenciements sont effectués à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres. Le Conseil peut, à la même majorité, déléguer au Directeur une partie de ses pouvoirs en matière d'engagements et de licenciements. Les engagements sont effectués et prennent fin conformément au règlement du personnel adopté par le Conseil à la même majorité. Les chercheurs qui, sur l'invitation du Conseil, sont appelés à effectuer des travaux dans le Laboratoire, sans faire partie du personnel régulier, sont placés sous l'autorité du Directeur et soumis à toutes règles générales arrêtées par le Conseil.

4. Les responsabilités du Directeur et du personnel en ce qui concerne l'Organisation sont de caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne doivent demander ni recevoir d'instructions d'aucun Gouvernement et d'aucune autorité étrangère à l'Organisation. Les Etats Membres sont tenus de respecter le caractère international des responsabilités du Directeur et du personnel et de ne pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Article VII

Contributions financières

1. Chaque Etat Membre contribue aux dépenses d'immobilisation ainsi qu'aux dépenses courantes de fonctionnement de l'Organisation:

a) pour la période se terminant le 31 décembre 1956, conformément au Protocole financier annexe à la présente Convention, puis,

b) conformément à un barème établi tous les trois ans par le Conseil, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, sur la base de la moyenne du revenu national net, au coût des facteurs de chaque Etat Membre pendant les trois plus récentes années pour lesquelles il existe des statistiques. Toutefois:

i) aucun Etat Membre ne sera tenu de payer des contributions au programme de base dépassant 25 % du montant total des contributions fixées par le Conseil pour couvrir les frais de ce programme;

ii) le Conseil peut décider, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, de tenir compte de circonstances spéciales à un Etat Membre et modifier sa contribution en conséquence.

2. Les contributions qu'un Etat Membre doit verser en vertu du paragraphe 1 ci-dessus sont calculées en fonction des activités déterminées pour lesquelles il a accepté de verser une contribution, et utilisées seulement pour ces activités. Lorsque certains Etats Membres ne participent pas à un programme supplémentaire, le Conseil établit un barème spécial pour les Etats participant à ce programme, en suivant les règles indiquées à l'alinéa *b*) du paragraphe ci-dessus, mais sans tenir compte de la condition visée sous *i*).

3. *a*) Le Conseil exigera des Etats qui deviendront parties à cette Convention après le 31 décembre 1954 de verser, outre leur contribution aux dépenses futures d'immobilisation et aux dépenses courantes de fonctionnement, une contribution spéciale aux frais d'immobilisation précédemment encourus par l'Organisation. Le montant de cette contribution spéciale sera fixé par le Conseil à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres.

b) toutes les contributions versées conformément aux dispositions de l'alinéa *a*) ci-dessus serviront à diminuer les contributions des autres Etats Membres.

4. Les contributions dues en vertu du présent article doivent être versées conformément au Protocole financier, annexe à la présente Convention.

5. Le Directeur peut, en se conformant aux directives éventuelles du Conseil, accepter des dons et legs faits à l'Organisation, s'ils ne sont pas l'objet de conditions incompatibles avec les buts de l'Organisation.

Article VIII

Coopération avec l'U. N. E. S. C. O. et avec d'autres organisations

L'Organisation coopère avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Elle peut également, sur décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, coopérer avec d'autres organisations.

Article IX

Statut juridique

L'Organisation jouit de la personnalité juridique sur le territoire métropolitain de chaque Etat Membre. L'Organisation, les représentants des Etats Membres au Conseil, les membres de tous organes subsidiaires créés en vertu du paragraphe 10 de l'article V, le Directeur et les membres du personnel de l'Organisation jouissent, sur le territoire métropolitain des Etats Membres, et dans le cadre d'accords à conclure par l'Organisation avec chaque Etat Membre intéressé, des privilèges et immunités qui seraient jugés nécessaires à l'accomplissement des fonctions de l'Organisation. L'accord qui sera conclu entre l'Organisation et l'Etat Membre sur le territoire duquel elle a son siège contiendra, en plus des dispositions relatives aux privi-

lèges et immunités, celles qui sont nécessaires pour le règlement des rapports particuliers entre l'Organisation et cet Etat Membre.

Article X

Amendements

1. Le Conseil peut recommander aux Etats Membres des amendements à la présente Convention et au Protocole financier annexe. Tout Etat Membre désireux de proposer un amendement, le notifie au Directeur. Celui-ci communique aux Etats Membres les amendements ainsi notifiés au moins trois mois avant leur examen par le Conseil.

2. A moins qu'ils ne portent sur le Protocole financier annexe, les amendements recommandés par le Conseil doivent être acceptés par écrit par tous les Etats Membres. Ils entrent en vigueur trente jours après réception par le Directeur des déclarations d'acceptation de tous les Etats Membres. Le Directeur informe les Etats Membres de la date à laquelle les amendements entrent ainsi en vigueur.

3. Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, amender le Protocole financier annexe à la présente Convention à condition qu'un tel amendement ne soit en contradiction avec les dispositions de la Convention. Ces amendements entrent en vigueur à la date décidée par le Conseil à la même majorité. Le Directeur informe tous les Etats Membres des amendements ainsi adoptés et de la date de leur entrée en vigueur.

Article XI

Différends

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats Membres au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, qui ne pourra être réglé par l'entremise du Conseil, sera soumis à la Cour Internationale de Justice, à moins que les Etats Membres intéressés n'acceptent d'un commun accord un autre mode de règlement.

Article XII

Retrait

Après que cette Convention aura été en vigueur pendant sept années, tout Etat Membre pourra notifier par écrit au Directeur qu'il se retire de l'Organisation. Un tel retrait prend effet à la fin de l'exercice financier au cours duquel il a été notifié, lorsque la notification a eu lieu dans les neuf premiers mois de cet exercice financier. Lorsque la notification a eu lieu dans les trois derniers mois d'un exercice financier, elle prend effet à la fin de l'exercice financier suivant.

Article XIII

Inexécution des obligations

Tout Etat Membre qui ne remplit pas les obligations découlant de la présente Convention cesse d'être membre de l'Organisation à la suite d'une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres.

Article XIV

Dissolution

L'Organisation sera dissoute si le nombre des Etats Membres se réduit à moins de cinq. Elle pourra être dissoute à tout moment par accord entre les Etats Membres. Sous réserve de tout accord qui pourrait être conclu entre les Etats Membres au moment de la dissolution, l'Etat, sur le territoire duquel se trouvera le siège de l'Organisation à ce moment, sera responsable de la liquidation et l'actif sera réparti entre les Etats Membres de l'Organisation au moment de la dissolution, au prorata des contributions effectivement versées par eux depuis qu'ils sont parties à la présente Convention. En cas de passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes Etats au prorata des contributions fixées pour l'exercice financier en cours.

Article XV

Signature

La présente Convention et le Protocole financier annexe qui en est une partie intégrante seront, jusqu'au 31 décembre 1953, ouverts à la signature de tout Etat remplissant les conditions établies au paragraphe 1 de l'article III.

Article XVI

Ratification

1. La présente Convention et le Protocole financier annexe sont soumis à ratification.

2. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

Article XVII

Adhésion

1. Tout Etat non signataire de la présente Convention et du Protocole financier annexe peut y adhérer dès le 1er janvier 1954 s'il remplit les conditions fixées par les paragraphes 1 ou 2 de l'article III.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

Article XVIII

Entrée en vigueur

1. La présente Convention et le Protocole financier annexe entreront en vigueur quand sept Etats auront ratifié ces instruments ou y auront adhéré, à condition :

a) que le total de leurs contributions selon le barème figurant à l'Annexe du Protocole financier atteigne au moins 75% ; et

b) que la Suisse, pays sur le territoire duquel se trouvera le siège de l'Organisation, figure parmi ces sept Etats.

2. Pour tout autre Etat signataire ou adhérent la Convention et le Protocole financier annexe entreront en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XIX

Notifications

1. Le dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion et l'entrée en vigueur de la présente Convention seront notifiés par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture aux Etats signataires ou adhérents, ainsi qu'aux autres Etats ayant pris part à la Conférence pour l'organisation des études concernant l'établissement d'un laboratoire européen de recherches nucléaires réunie à Paris en décembre 1951 et à Genève en février 1952.

2. Le Directeur de l'Organisation adressera une notification à tous les Etats Membres et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, chaque fois qu'un Etat Membre se retirera de l'Organisation ou cessera d'en faire partie.

Article XX

Enregistrement

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Directeur géneral de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture la fera enregistrer auprès du Secrétaire général des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, ce premier juillet 1953, dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Le Directeur géneral de cette Organisation délivrera une copie certifiée conforme aux Etats signataires ou adhérents, ainsi qu'aux autres Etats ayant pris part à la Conférence pour l'organisation des études concernant l'établissement d'un laboratoire européen de recherches nucléaires.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Protocole financier annexe à la Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire.

Les Etats parties à la Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire (ci-dessous dénommée « la Convention »),

Désireux d'arrêter des dispositions relatives à l'administration financière de l'Organisation,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Budget

1. L'exercice financier de l'Organisation va du 1er janvier au 31 décembre.

2. Le Directeur soumet au Conseil, pour examen et approbation, au plus tard le 1er septembre de chaque année, des prévisions détaillées de recettes et de dépenses pour l'exercice financier suivant.

3. Les prévisions de recettes et de dépenses sont groupées par chapitres. Les virements à l'intérieur du budget sont interdits, sauf autorisation du Comité des Finances prévu à l'article 3. La forme précise des prévisions budgétaires est déterminée par le Comité des Finances sur l'avis du Directeur.

Article 2

Budget additionnel

Si les circonstances l'exigent, le Conseil peut demander au Directeur de présenter un budget additionnel ou revisé. Aucune résolution, dont l'exécution entraîne des dépenses supplémentaires, ne sera tenue pour approuvée par le Conseil à moins qu'il n'ait également approuvé, sur proposition du Directeur, les prévisions de dépenses correspondantes.

Article 3

Comité des Finances

Le Conseil crée un Comité des Finances, composé de représentants de cinq Etats Membres, dont les attributions sont déterminées dans un Règlement financier approuvé par le Conseil. Le Directeur soumet au Comité les prévisions budgétaires qui sont ensuite transmises au Conseil avec le rapport du Comité.

Article 4

Contributions

1. Pour la période se terminant le 31 décembre 1954, le Conseil établira des prévisions budgétaires provisoires dont les dépenses seront couvertes par des contributions fixées conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe au présent Protocole.

2. Pour les exercices financiers de 1955 et 1956, les dépenses figurant dans le budget approuvé par le Conseil seront couvertes par les contributions des Etats Membres en proportion des pourcentages indiqués au paragraphe 2 de l'Annexe au présent Protocole, étant entendu que les dispositions sous *i*) et *ii*) de l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article VII de la Convention s'appliqueront.

3. A partir du 1er janvier 1957, les dépenses figurant dans le budget approuvé par le Conseil seront couvertes par les contributions des Etats Membres selon les dispositions du paragraphe 1 de l'article VII de la Convention.

4. Si un Etat devient membre de l'Organisation après le 31 décembre 1954, les contributions de tous les Etats Membres seront revisées et le nouveau barème aura effet dès le début de l'exercice financier en cours. Des remboursements seront effectués dans la mesure nécessaire pour adapter les contributions de tous les Etats Membres au nouveau barème.

5. *a*) Après avoir pris l'avis du Directeur, le Comité des Finances fixe les modalités de paiement des contributions en vue d'assurer un bon financement de l'Organisation;

b) le Directeur communique ensuite aux Etats Membres le montant de leurs contributions et les dates auxquelles les versements doivent être effectués.

Article 5

Monnaie pour le paiement des contributions

1. Le budget de l'Organisation est établi dans la monnaie du pays où l'Organisation a son siège. Les contributions des Etats Membres sont payables en cette monnaie conformément aux modalités courantes de paiement.

2. Le Conseil peut toutefois exiger des Etats Membres qu'ils payent une partie de leurs contributions en toute autre monnaie dont l'Organisation a besoin pour accomplir ses tâches.

Article 6

Fonds de roulement

Le Conseil peut instituer un fonds de roulement.

Article 7

Comptes et vérifications

1. Le Directeur fait établir un compte exact de toutes les recettes et dépenses.

2. Le Conseil désigne des commissaires aux comptes, dont le premier mandat est de trois ans et peut être renouvelé. Ces commissaires sont chargés d'examiner les comptes de l'Organisation, notamment en vue de certifier que les dépenses ont été conformes aux prévisions budgétaires, dans les limites fixées par le Règlement financier prévu à l'article 3 ci-dessus. Ils accomplissent toute autre fonction définie dans le Règlement financier.

3. Le Directeur fournit aux commissaires aux comptes toutes les informations et l'assistance dont ils peuvent avoir besoin dans l'accomplissement de leur tâche.

En foi de quoi les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, ce premier juillet 1953, dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Le Directeur général de cette Organisation délivrera une copie certifiée conforme aux Etats signataires ou adhérents, ainsi qu'aux autres Etats ayant pris part à la Conférence pour l'organisation des études concernant l'établissement d'un laboratoire européen de recherches nucléaires.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

ANNEXE

1. *Contributions pour la période se terminant le* 31 *décembre* 1954.

a) les Etats qui seront parties à la Convention à la date de son entrée en vigueur et ceux qui deviendront membres de l'Organisation au cours de la période se terminant le 31 décembre 1954 supporteront ensemble la totalité des dépenses figurant dans les mesures budgétaires provisoires que le Conseil pourra établir selon le paragraphe 1 de l'article 4;

b) les contributions des Etats qui seront membres de l'Organisation au moment où le Conseil établira pour la première fois de telles mesures budgétaires provisoires, seront fixées, à titre provisoire, selon le paragraphe 2 de l'article 4 en tenant compte des conditions *i*) et *ii*) de l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article VII de la Convention, sauf que dans la condition *i*) le chiffre de 25 % sera censé être remplacé par 30 %;

c) les contributions des Etats qui deviendront membres de l'Organisation entre les premières mesures budgétaires provisoires et le 31 décembre 1954 seront fixées à titre provisoire de telle sorte que les contributions de tous les Etats Membres soient proportionnelles aux pourcentages indiqués au paragraphe 2 de la présente Annexe. Les contributions de ces nouveaux membres serviront soit, comme il est prévu à l'alinéa *d*) ci-dessous, à rembourser ultérieurement une partie des contributions provisoires antérieurement versées par les autres Etats Membres, soit à couvrir de nouvelles allocations budgétaires approuvées par le Conseil au cours de cette période;

d) le montant définitif des contributions dues pour la période se terminant le 31 décembre 1954 par tous les Etats qui seront membres de l'Organisation à cette date, sera établi avec effet rétroactif sur la base du budget d'ensemble de ladite période, de telle sorte qu'il soit celui qu'il aurait été si tous ces Etats avaient été parties à la Convention au moment de son entrée en vigueur. Toute somme payée par un Etat Membre en plus du montant fixé rétroactivement pour sa contribution sera portée au crédit de cet Etat;

e) si tous les Etats mentionnés dans le barème figurant au paragraphe 2 de la présente Annexe sont devenus membres de l'Organisation avant le 31 décembre 1954, les taux de leurs contributions pour le budget d'ensemble de la période seront ceux qui sont indiqués dans ce barème.

2. *Barème de base pour le calcul des contributions pendant la période se terminant le* 31 *décembre* 1956.

	Pourcentages
Belgique	4,88
Danemark	2,48
France	23,84
République fédérale d'Allemagne	17,70
Grèce	0,97
Italie	10,20
Pays-Bas	3,68
Norvège	1,79
Suède	4,98
Suisse	3,71
Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	23,84
Yougoslavie	1,93
Total	100,00

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
W. HEISENBERG (sous réserve de ratification)

Pour le Royaume de Belgique:
J. WILLEMS (sous réserve de ratification)

Pour le Royaume de Danemark:
H. M. HANSEN

Pour la République Française:

Pour le Royaume de Grèce:

Pour l'Italie:
G. COLONNETTI (sous réserve de ratification)
ANTONIO PENNETTA

Pour le Royaume de Norvège:

Pour le Royaume des Pays-Bas:
J. H. BANNIER

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagna et de l'Irlande du Nord:

Pour le Royaume de Suède:
J. WALLER (sous réserve de ratification)
T. GUSTAFSON

Pour la Confédération Suisse:

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie:
PAVLE SAVIC (sous réserve de ratification)

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Acte final de la Conférence pour la Constitution d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire

Sur l'invitation du Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire, institué par l'Accord du quinze février 1952, portant création d'un Conseil de Représentants d'Etats Européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire, une Conférence s'est tenue à Paris, le premier juillet 1953, au Ministère des Affaires Etrangères, avec la participation des représentants des Etats suivants:

Belgique, Danemark, France, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas, République Fédérale Allemande, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse, Yougoslavie.

La Conférence a appelé à sa présidence M. J. H. Bannier, délégué des Pays-Bas.

La Conférence, prenant acte du Rapport présenté par le Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire conformément à la section 2 de l'article III de l'Accord du quinze février 1952, a approuvé les textes de la Convention pour l'établissement d'une Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire et du Protocole financier, annexe à cette Convention.

La Convention et le Protocole financier annexe, qui en fait partie intégrante, seront ouverts à la signature du premier juillet 1953 au trente-et-un décembre 1953, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, à Paris.

La Conférence a, en outre, adopté les résolutions suivantes:

Résolution Numéro 1

La Conférence prie le Secrétaire général du Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire de convoquer à Genève la première réunion du Conseil de l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire, dans un délai maximum de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la Convention. Elle lui confie également la tâche d'établir l'Ordre du Jour provisoire et de prendre les mesures utiles pour la préparation de cette réunion.

Résolution Numéro 2

La Conférence recommande au Conseil de l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire d'accepter le transfert:

1) des biens du Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire, et de toute obligation financière, comprenant en particulier le solde de ses ressources financières ainsi que les plans, documents et matériels de toute nature acquis par le Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire;

2) des obligations contractuelles du Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire envers les membres de son personnel.

Résolution Numéro 3

La Conférence recommande au Conseil de l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire, quand il conclura avec l'Etat où se trouvera son siège l'accord prévu à l'article IX de la Convention, d'insérer dans cet accord, conformément aux précédents établis pour d'autres organisations internationales, des dispositions prévoyant qu'en cas de crise internationale en Europe l'Etat où se trouvera son siège garde le droit de prendre toute mesure appropriée dans l'intérêt de sa sécurité. Parmi ces dispositions figurera une invitation audit Etat de se mettre, dans cette éventualité et aussi rapidement que les circonstances le permettront, en rapport avec l'Organisation en vue d'arrêter d'un commun accord les mesures nécessaires à la protection des intérêts de l'Organisation.

Résolution Numéro 4

La Conférence prie le Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire de préparer dès maintenant le projet de l'accord entre l'Organisation et l'Etat où sera établi son siège, mentionné à l'article IX de la Convention, en tenant compte des termes de la résolution Numéro 3 ci-dessus, afin que la conclusion de cet accord puisse intervenir sans retard après l'entrée en vigueur de la Convention.

Résolution Numéro 5

La Conférence prend acte du fait qu'un groupe d'Etats, désireux d'assurer la participation, en qualité de membres effectifs, de la Yougoslavie et de la Grèce aux activités de l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire, sont prêts à verser volontairement, à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention jusqu'au trente-et-un décembre 1956, un montant qui ne dépassera pas la différence entre la somme due par la Yougoslavie et la Grèce en vertu du Protocole financier, annexe à la Convention, et la somme correspondant à des pourcentages réduits respectivement à 0,65 pour cent et à 0,35 pour cent pour ces deux Etats.

La Conférence prend acte que ce groupe comprend les Etats suivants:

Belgique
Danemark
France
Norvège (sous réserve de confirmation)
Pays-Bas
République fédérale allemande
Royaume-Uni
Suisse

et que la différence mentionnée ci-dessus sera répartie entre ces Etats en proportion des pourcentages figurant à l'Annexe du Protocole financier.

Résolution Numéro 6

La Conférence recommande au Conseil de l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire que les Etats Membres soient représentés à tour de rôle au sein du Comité des Finances, dont la nomination est prévue à l'article 3 du Protocole financier, de façon à assurer que tous les Etats Membres en aient fait partie après un certain nombre d'années.

Les textes anglais et français des résolutions ci-dessus font également foi.

Paris, ce premier juillet 1953.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 gennaio 1955, n. 311.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica della Scuola media statale di Crotone (Catanzaro).

N. 311. Decreto del Presidente della Repubblica 22 gennaio 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica della Scuola media statale di Crotone (Catanzaro) viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *aprile* 1955
Atti del Governo, registro n. 39, *foglio n.* 40. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° marzo 1955, n. 312.

Riconoscimento, agli effetti civili, della dissacrazione dell'antica Chiesa di San Remigio, in frazione Caslino al Piano del comune di Cadorago (Como).

N. 312. Decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Como in data 14 gennaio 1954, relativo alla dissacrazione dell'antica Chiesa di San Remigio, in frazione Caslino al Piano del comune di Cadorago (Como).

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 *aprile* 1955
Atti del Governo, registro n. 90, *foglio n.* 82. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° marzo 1955, n. 313.

Riconoscimento, agli effetti civili, del trasferimento della parrocchia di Maria SS.ma Addolorata, in piazza Buenos Aires, in Roma, nella Chiesa delle Sante Felicita e Bonosa VV. e MM., in via Tirso.

N. 313. Decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vicario generale di Sua Santità il Sommo Pontefice in data 15 giugno 1934, relativo al trasferimento della parrocchia di Maria SS.ma Addolorata, in piazza Buenos Aires, in Roma, nella Chiesa delle Sante Felicita e Bonosa VV. e MM., in via Tirso.

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 *aprile* 1955
Atti del Governo, registro n. 90, *foglio n.* 81. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° marzo 1955, n. 314.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Pancrazio Vescovo e Martire, in Sambiase (Catanzaro).

N. 314. Decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Pancrazio Vescovo e Martire, in Sambiase (Catanzaro) e la medesima viene autorizzata ad acquistare da Maria Concetta Villella fu Fortunato un fabbricato situato in Sambiase.

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 *aprile* 1955
Atti del Governo, registro n. 90, *foglio n.* 80. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° marzo 1955, n. 315.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia della Beata Maria Vergine dell'Itria, nel comune di Favarà (Agrigento).

N. 315. Decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Agrigento in data 26 agosto 1950, integrato con dichiarazione in pari data, relativo alla erezione della parrocchia della Beata Maria Vergine dell'Itria, nel comune di Favara (Agrigento), e viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima, sede dell'anzidetta parrocchia.

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 *aprile* 1955
Atti del Governo, registro n. 90, *foglio n.* 79. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° marzo 1955, n. 316.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santa Maria Assunta, in frazione Castelnuovo al Volturno del comune di Rocchetta al Volturno (Campobasso).

N. 316. Decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santa Maria Assunta, in frazione Castelnuovo al Volturno del comune di Rocchetta al Volturno (Campobasso) e la medesima viene autorizzata ad accettare la donazione del sacerdote Francesco Falconio, consistente in un fabbricato situato in frazione Castelnuovo al Volturno del suddetto Comune.

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 *aprile* 1955
Atti del Governo, registro n. 90, *foglio n.* 78. — CARLOMAGNO

DECRETO MINISTERIALE 15 aprile 1955.

Nomina di un sindaco effettivo e di un sindaco supplente del Consorzio per sovvenzioni su valori industriali.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933 e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto lo statuto del Consorzio per sovvenzioni su valori industriali con sede in Roma, approvato con regio decreto 25 novembre 1940, n. 1955;

Visti i propri precedenti decreti in data 31 maggio 1952 e 12 febbraio 1954, con i quali il dott. Ruggero Mastrangelo e il dott. Carmelo Comes furono rispettivamente nominati sindaco supplente e sindaco effettivo del Consorzio per sovvenzioni su valori industriali fino all'approvazione del bilancio relativo all'esercizio 1954;

Considerato che, a seguito della scadenza del periodo di carica, occorre provvedere alla nomina dei membri del Collegio sindacale per il prossimo triennio;

Vista l'urgenza;

Decreta:

Il dott. Carmelo Comes, ispettore superiore del Tesoro e il dott. Ruggero Mastrangelo, ispettore generale del Tesoro, sono rispettivamente nominati sindaco effettivo e sindaco supplente del Consorzio per sovvenzioni su valori industriali, e resteranno in carica fino all'approvazione del bilancio relativo all'esercizio 1957.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 aprile 1955

Il Ministro: GAVA

(2263)

DECRETO MINISTERIALE 26 aprile 1955.

Protezione temporanea alle invenzioni, ed ai marchi di impresa esposti nella « XIX Fiera di Bologna ».

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visto l'art. 6 del regio decreto 21 giugno 1942, numero 929, riguardante la protezione temporanea dei nuovi marchi apposti su prodotti o merci che figurano nelle esposizioni;

Vista la domanda del presidente dell'Ente autonomo Fiera di Bologna;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali ed i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « XIX Fiera di Bologna » che avrà luogo a Bologna dall'8 al 22 maggio 1955, godranno della protezione temporanea stabilita dalle leggi 29 giugno 1939, n. 1127 e 21 giugno 1942, n. 929.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti a norma degli articoli 104 del regio decreto 5 febbraio 1940, n. 244 e 109 del regio decreto 31 ottobre 1941, n. 1354.

Roma, addì 26 aprile 1955

Il Ministro: VILLABRUNA

(2264)

DECRETO MINISTERIALE 26 aprile 1955.

Protezione temporanea alle invenzioni, ai modelli e ai marchi esposti nella « VI Mostra internazionale di applicazione dell'elettricità » a Bologna.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figureranno nelle esposizioni;

Visto l'art. 6 del regio decreto 21 giugno 1942, numero 929, riguardante la protezione temporanea dei nuovi marchi apposti su prodotti o merci che figurano nelle esposizioni;

Vista la domanda del presidente dell'Ente autonomo Fiera di Bologna;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « VI Mostra internazionale di applicazione dell'elettricità » che avrà luogo in Bologna dall'8 al 27 maggio 1955, godranno della protezione temporanea stabilita dalle leggi 29 giugno 1939, n. 1127, 25 agosto 1940, n. 1411 e 21 giugno 1942, n. 929.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti a norma degli articoli 104 del regio decreto 5 febbraio 1940, n. 244 e 109 del regio decreto 31 ottobre 1941, n. 1354.

Roma, addì 26 aprile 1955

Il Ministro: VILLABRUNA

(2265)

DECRETO MINISTERIALE 27 aprile 1955.

Composizione del Collegio dei sindaci dell'Ente autonomo « Fiera internazionale del mare », con sede in Taranto.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 16 novembre 1950, n. 1139, col quale viene riconosciuta la personalità giuridica ed approvato lo statuto dell'Ente autonomo « Fiera del mare », con sede in Taranto;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 settembre 1954, n. 1057, col quale viene assunta dall'Ente suddetto la denominazione « Fiera internazionale del mare » ed approvato il nuovo statuto;

Ritenuta la necessità di ricostituire il Collegio dei sindaci dell'Ente stesso;

Viste le designazioni delle amministrazioni ed enti interessati;

Decreta:

Articolo unico.

Il Collegio dei sindaci dell'Ente autonomo « Fiera internazionale del mare, con sede in Taranto, è composto come segue:

Cascio dott. Antonio, in rappresentanza del Ministero dell'industria e del commercio, che lo presiede;

Giglio dott. Francesco, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Lucarella dott. Franco, in rappresentanza della Camera di commercio, industria e agricoltura di Taranto;

Blandino ing. Giovanni, in rappresentanza del comune di Taranto;

Ruggieri rag. Gennaro, in rappresentanza dell'Amministrazione provinciale di Taranto.

Il Collegio dei sindaci dura in carica tre anni, con decorrenza dalla data del presente decreto.

Roma, addì 27 aprile 1955

Il Ministro: VILLABRUNA

(2229)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Cineto Romano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1952.

Con decreto interministeriale in data 7 agosto 1954, registrato alla Corte dei conti il 18 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 271, è stata autorizzata la assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Cineto Romano (Roma), di un mutuo di L. 1.760.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1952.

(2245)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Castrovillari ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1952.

Con decreto interministeriale in data 3 gennaio 1955, registrato alla Corte dei conti il 18 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 270, è stata autorizzata la assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Castrovillari (Cosenza), di un mutuo di L. 7.814.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1952, in sostituzione del mutuo in precedenza autorizzato di L. 11.720.000, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 208 del 10 settembre 1954.

(2232)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Castrovillari ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953.

Con decreto interministeriale in data 5 gennaio 1955, registrato alla Corte dei conti il 18 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 267, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Castrovillari (Cosenza), di un mutuo di L. 5.487.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(2233)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Ventotene ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953

Con decreto interministeriale in data 3 gennaio 1955, registrato alla Corte dei conti il 18 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 269, è stata autorizzata la assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Ventotene (Latina), di un mutuo di L. 284.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(2238)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Comano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953

Con decreto interministeriale in data 14 gennaio 1955, registrato alla Corte dei conti il 18 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 257, è stata autorizzata la assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Comano (Massa Carrara), di un mutuo di L. 1.500.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(2239)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Pontremoli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953

Con decreto interministeriale in data 14 gennaio 1955, registrato alla Corte dei conti il 18 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 258, è stata autorizzata la assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Pontremoli (Massa Carrara), di un mutuo di L. 1.800.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(2240)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1955, registrato alla Corte dei conti il 2 aprile 1955, è stato dichiarato irricevibile il ricorso straordinario presentato dal dottor ing. Enzo Fedi, già dipendente dell'Opera nazionale per i combattenti, per l'annullamento del provvedimento di dispensa dal servizio adottato nei suoi confronti con deliberazione 23 febbraio 1946 del Commissario straordinario dell'Opera stessa.

(2197)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 100

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 3 maggio 1955

	Dollaro U. S. A.	Dollaro canadese	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624,80	631,50	145,77
» Firenze	624,82	634 —	145,70
» Genova	624,80	632,75	145,75
» Milano	624,80	632,75	145,76
» Napoli	624,85	631,50	145,70
» Palermo	—	—	—
» Roma	624,75	631,50	145,765
» Torino	624,85	631,50	145,70
» Trieste	624,84	—	145,70
» Venezia	624,89	631,50	145,77

Media dei titoli del 3 maggio 1955

Rendita 3,50 % 1906	62,30
Id. 3,50 % 1902	60,45
Id. 5 % 1935	93,225
Redimibile 3,50 % 1934	81,35
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	71,25
Id. 5 % (Ricostruzione)	91,35
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	85,10
Id. 5 % 1936	92,70
Id. 5 % (Città di Trieste)	85,10
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,275
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	96,85
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	96,70
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	96,70
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	96,70

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 3 maggio 1955

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge **19** *settembre* **1949**, *n.* **632**):

1 dollaro U.S.A.	Lit.	624,77
1 dollaro canadese	»	632,12
1 franco svizzero	»	145,76

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina	Lit.	1749,37

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,498	per franco belga
Danimarca	»	90,473	» corona danese
Egitto	»	1794,55	» lira egiziana
Francia	»	1,78546	» franco francese
Germania	»	148,788	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	»	87,487	» corona norvegese
Olanda	»	164,45	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,797	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,908	» franco svizzero

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Concorso per esame a sedici posti di volontario vice conservatore aggiunto (gruppo A) nel ruolo del personale dell'Amministrazione autonoma degli archivi notarili.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visti i regi decreti 31 dicembre 1923, n. 3138, 23 ottobre 1924, n. 1737, 27 ottobre 1937, n. 1876, e 10 ottobre 1941, n. 1273, sull'ordinamento degli Archivi notarili;

Vista la legge 17 maggio 1952, n. 629, sul riordinamento degli Archivi notarili;

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive estensioni e modificazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato, e successive estensioni e modificazioni;

Vista la legge 5 giugno 1951, n. 376, contenente norme integrative e di attuazione del decreto legislativo 7 aprile 1948, n. 262, sulla istituzione dei ruoli speciali transitori nelle Amministrazioni dello Stato;

Vista la legge 3 giugno 1950, n. 375;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, contenente norme per la presentazione dei documenti nei concorsi delle carriere statali;

Vista la nota n. 5227/12106 del 10 marzo 1955, con cui la Presidenza del Consiglio dei Ministri ha autorizzato l'Amministrazione autonoma degli archivi notarili a bandire un concorso a venti posti di volontario vice conservatore aggiunto (gruppo *A*), nel ruolo del personale degli Archivi notarili;

Visto il decreto Ministeriale 15 marzo 1955, in corso di registrazione, con cui, ai sensi del regio decreto 8 aprile 1939, n. 2241, quattro dei venti posti come sopra disponibili sono stati riservati agli assistenti universitari che si trovino nelle condizioni previste dal ripetuto regio decreto n. 2241;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esame e sedici posti di volontario vice conservatore aggiunto (gruppo *A*) nel ruolo del personale dell'Amministrazione autonoma degli archivi notarili.

I posti riservati come in premessa agli assistenti universitari e che rimarranno scoperti saranno conferiti agli idonei graduati immediatamente dopo i vincitori dei posti messi a concorso col presente bando.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso è necessario che l'aspirante:

A) sia fornito del diploma di laurea in giurisprudenza;

B) abbia compiuto il 18° anno di età e non superato il 35° ai sensi dell'art. 7 del regio decreto 27 ottobre 1937, n. 1876.

Il limite massimo di età è elevato:

1) a 40 anni: per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nelle colonie dell'Africa orientale italiana dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936; per coloro che abbiano partecipato nelle Forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-1943 o della guerra di liberazione; per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943; per i cittadini aventi il loro domicilio in territorio di confine, che, in conseguenza di avvenimenti di carattere bellico o politico, siano stati costretti ad allontanarsene o non possano farvi ritorno; per i profughi dell'Africa italiana di cui al decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare anche se per esse sia successivamente intervenuta amnistia, indulto o commutazione;

2) a 44 anni: per i combattenti ed assimilati di cui al precedente n. 1), decorati al valore militare o promossi per merito di guerra; per i capi di famiglia numerosa di cui all'art. 2 della legge 20 marzo 1940, n. 233, modificato dall'articolo 4 del decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267;

3) a 45 anni: per i mutilati ed invalidi di guerra; per i mutilati ed invalidi per la lotta di liberazione; per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra; per i mutilati ed invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948; per i mutilati ed invalidi per servizio; per i mutilati ed invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane (non sono ammessi a tale beneficio, a norma dell'art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 375, gli invalidi ascritti alla 9ª e 10ª categoria delle pensioni di guerra, di cui al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci 4 e 10 della categoria 9ª e da 3 a 6 della categoria 10ª della tabella allegato *A*; nonchè gli invalidi per lesioni di cui alla tabella *B* annessa al regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci 4 e da 6 a 11 della tabella stessa); per il personale in servizio agli uffici dell'U.N.S.E.A. fino al 28 febbraio 1951 (art. 11 legge 22 febbraio 1951, n. 64) e per il personale in servizio agli uffici dell'I.R.C.E. fino al 18 giugno 1953 (art. 4 legge 16 aprile 1953, n. 409); per coloro che, ai sensi dell'art. 5 del decreto legislativo 12 dicembre 1947, n. 1488, abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale.

Detto beneficio assorbe ogni altra elevazione dei limiti di età eventualmente spettante;

4) il limite massimo di età è altresì elevato di due anni per gli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso e di un altro anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

Tutti gli aumenti dei limiti di età di cui al presente numero sono cumulabili tra loro e con quelli di cui ai numeri precedenti purchè complessivamente il candidato non superi i 45 anni.

Per i concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti dei limiti di età, il periodo di tempo intercorso fra il 5 settembre 1938 e il 9 agosto 1944 ai sensi dell'art. 5 del regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25, fermo restando per i detti concorrenti il limite massimo di anni 45.

La condizione del limite massimo di età non è richiesta per il personale civile di ruolo o di ruolo speciale transitorio in servizio nell'Amministrazione statale;

C) sia cittadino italiano. Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani appartenenti a Provincie di altri Stati geograficamente italiani e coloro per i quali tale equiparazione è riconosciuta con decreto del Presidente della Repubblica;

D) abbia l'esercizio dei diritti civili e politici;

E) abbia sempre tenuto illibata condotta morale e civile;

F) sia di sana e robusta costituzione fisica ed esente da difetti o imperfezioni che possano influire sul rendimento del servizio;

G) abbia ottemperato alle leggi sul reclutamento militare.

Art. 3.

I requisiti per l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione della domanda, ad eccezione del requisito dell'età che deve sussistere alla data del presente decreto, salvo l'aumento di cui al n. 4, primo comma, lettera *B*) del precedente art. 2.

Art. 4.

La domanda di ammissione al concorso, redatta su carta da bollo da L. 200 e diretta al Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale degli affari civili e delle libere professioni - Ufficio III Archivi notarili, deve essere presentata all'Archivio notarile superiore o distrettuale, nella cui giurisdizione trovasi il Comune di residenza del candidato, nel termine perentorio di giorni sessanta dalla pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale*.

Alla domanda dovranno essere allegate, a pena di decadenza:

a) la quietanza comprovante il pagamento della tassa di concorso nella misura di lire millecinquecento eseguito o presso un Archivio notarile superiore o distrettuale o mediante versamento al c/c postale n. 1.3301 intestato al Ministero di grazia e giustizia - Gestione Archivi notarili;

b) una fotografia recente del candidato, a mezzo busto su fondo bianco, applicata su apposito cartoncino, da richiedersi al competente Archivio notarile, con l'autentica del notaio relativa alla fotografia e alla firma del candidato, con la prescritta legalizzazione ed applicazione di marca da bollo da L. 200.

Tali documenti debbono essere rilasciati prima della scadenza del termine fissato per la presentazione della domanda, nella quale gli aspiranti dovranno dichiarare:

1) la data e il luogo di nascita, indicando, se abbiano superato, alla data del presente bando, il 35° anno di età, il titolo che conferisce loro il diritto all'aumento di detto limite;

2) il possesso della cittadinanza italiana;

3) il Comune ove sono iscritti nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

4) le eventuali condanne penali riportate;

5) il titolo di studio con la esatta menzione della data e dell'Università ove lo stesso è stato conseguito;

6) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

7) le generalità, la residenza abituale, l'esatto recapito, la dichiarazione di accettazione, in caso di nomina, di qualsiasi residenza;

8) l'esito conseguito in precedenti concorsi per lo stesso ruolo cui essi abbiano eventualmente partecipato.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

L'Amministrazione si riserva di sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia ai fini dell'accertamento del requisito di cui alla lettera F) dell'art. 2 del presente decreto. L'aspirante che non sia riconosciuto idoneo o non si presenti o si rifiuti di sottoporsi alla visita è escluso dal concorso.

Il conservatore dell'Archivio notarile accerta che le domande siano in regola col bollo, corredate dei documenti di cui alle lettere a) e b) del presente articolo, complete delle prescritte dichiarazioni e vi appone a margine di ciascuna di esse la data di presentazione in tutte lettere con la sua firma, trasmettendole al competente procuratore della Repubblica. Alla scadenza del termine di cui al primo comma dell'art. 4 comunica al Ministero un elenco delle domande ricevute o la corrispondente dichiarazione negativa.

Il procuratore della Repubblica, appena ricevute le domande, assume le informazioni sulla condotta civile e morale del candidato, provvede al rilascio della dichiarazione generale del casellario giudiziale e del certificato dei carichi pendenti ed invia quindi al Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale degli affari civili e delle libere professoni - Ufficio III Archivi notarili, le domande così completate col proprio parere sull'ammissibilità del candidato al concorso.

Art. 5.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale debbono far pervenire direttamente al Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale affari civili e libere professioni - Ufficio III Archivi notarili, nel termine perentorio di giorni venti, che decorrono dal giorno successivo a quello della prova orale da ciascuno di essi sostenuta, i documenti prescritti per dimostrare gli eventuali titoli di precedenza e di preferenza nelle nomine, nonchè quelli atti a dimostrare il possesso dei titoli di cui all'art. 6 del regio decreto-legge 23 ottobre 1924, n. 1737.

A tale fine gli ex combattenti della guerra 1915-18 presenteranno la dichiarazione di cui alla circolare 588 contenuta nella dispensa n. 60 del giornale militare ufficiale 1922, su carta bollata da L. 100.

Coloro invece, che furono imbarcati su navi mercantili, in sostituzione del servizio militare, durante la guerra 1915-18, proveranno tale circostanza mediante esibizione di apposito certificato da rilasciarsi, su carta bollata da L. 100, dalle autorità marittime competenti.

Gli ex legionari fiumani dovranno produrre il foglio di congedo dell'ex governo provvisorio di Fiume e la dichiarazione di aver appartenuto all'ex milizia fiumana. Tali documenti debbono essere rilasciati dall'ufficio stralcio dell'ex milizia fiumana, su carta bollata da L. 100.

Coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno la dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 487 del giornale militare ufficiale 1937, su carta bollata da L. 100.

Gli ex combattenti della guerra 1940-43, della guerra di liberazione e della lotta di liberazione (partigiani combattenti), di cui ai decreti legislativi 4 marzo 1948, n. 137 e 19 marzo 1948, n. 241, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa su carta bollata da L. 100, di cui alla circolare n. 5000 del 1° agosto 1948 dello Stato Maggiore dell'Esercito, o quella di cui alla circolare n. 202860/Od. 6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/Om. del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina.

I reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione, su carta bollata da L. 100, rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27.

I mutilati e gli invalidi della guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione; i mutilati e gli invalidi civili per fatti di guerra e per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948; i mutilati e gli invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953 dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero il certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, ovvero la dichiarazione di invalidità rilasciata dalla rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra.

I mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione da cui risulti la categoria di pensione della quale l'invalido è provvisto oppure il modello 69-*ter* rilasciato dall'Amministrazione da cui dipendevano nell'atto in cui contrassero l'invalidità.

Gli orfani dei caduti della guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o nella guerra 1940-43 ovvero nella guerra di liberazione, ovvero nella lotta di liberazione, ovvero dei caduti civili per fatti di guerra e per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, e gli orfani dei caduti per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, dovranno presentare un certificato su carta bollata da L. 100, rilasciato dal competente Comitato provinciale dell'Opera nazionale protezione assistenza orfani di guerra, legalizzato dal prefetto.

Gli orfani dei caduti per servizio dovranno dimostrare tale loro qualità mediante certificato in bollo, mod. 69-*ter*, rilasciato dall'Amministrazione da cui dipendeva il genitore deceduto per causa di servizio, attestante tale circostanza.

I figli degli invalidi della guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 6 gennaio 1935 in Africa orientale o per la guerra 1940-43 o per la guerra di liberazione o per la lotta di liberazione ovvero i figli degli invalidi civili per fatti di guerra, dovranno produrre la dichiarazione mod. 69 rilasciata su carta bollata da L. 100 dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre del candidato, oppure un certificato su carta bollata da L. 100 del sindaco del Comune di residenza sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche dello stato civile, legalizzato dal prefetto.

I figli dei mutilati e invalidi per servizio documenteranno la loro qualifica con certificato su carta bollata da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza, debitamente legalizzato, attestante che il genitore fruisce di pensione.

I profughi dell'Africa italiana che si trovino in una delle condizioni contemplate nell'art. 2 del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, dovranno presentare l'attestazione prevista dall'art. 5 del decreto del Ministero dell'Africa Italiana 10 giugno 1948, su carta bollata da L. 100.

I profughi dei territori di confine, che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 1° giugno 1948, su carta bollata da L. 100.

I decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra e i promossi di grado militare per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione.

Coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale, dovranno produrre copia della sentenza emessa a loro carico o attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno residenza su carta bollata da L. 100.

I concorrenti già appartenenti al soppresso Ufficio nazionale statistico economico dell'agricoltura (U.N.S.E.A.) dovranno produrre un certificato su carta bollata da L. 100, dal quale risulti che alla data del 28 febbraio 1951 erano alle dipendenze del predetto Ufficio.

I concorrenti già appartenenti al soppresso Istituto per le relazioni culturali con l'estero (I.R.C.E.) dovranno produrre un certificato su carta bollata da L. 100 dal quale risulti che alla data del 18 giugno 1953 erano alle dipendenze del predetto Istituto.

Art. 6.

La graduatoria è approvata con decreto Ministeriale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego. A tal fine i concorrenti utilmente collocati nella graduatoria debbono, a pena di decadenza, far pervenire direttamente al Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale affari civili e libere professioni - Ufficio III Archivi notarili, nel termine di giorni trenta da quello in cui hanno ricevuto il relativo invito, i seguenti documenti:

a) estratto dell'atto di nascista, su carta bollata da L. 100, rilasciato dall'ufficiale dello stato civile del Comune di origine e legalizzato dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio, da cui risulti che l'aspirante, alla data del presente decreto, abbia compiuto il 18° anno di età e non superato il 35°, in virtù della legge 3 maggio 1950, n. 223.

I concorrenti i quali, avendo superato il 35° anno di età, abbiano uno o più dei requisiti previsti nella lettera *B*) dell'art. 2 del presente decreto, dovranno produrre i documenti necessari a dimostrarne il possesso;

b) certificato di cittadinanza italiana su carta bollata da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza e debitamente legalizzato dal prefetto;

c) certificato su carta bollata da L. 100 rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza, vidimato dal prefetto, da cui risulti che il candidato gode dei diritti politici ovvero che non è incorso in alcuna delle cause che, a termine delle disposizioni vigenti, ne impediscano il possesso. Per i minori degli anni 21 il certificato, la cui esibizione in ogni caso è obbligatoria, dovrà contenere quest'ultima dichiarazione;

d) certificato di buona condotta morale e civile su carta bollata da L. 100 rilasciato dal sindaco del Comune dove il candidato risiede da almeno un anno, legalizzato dal prefetto. In caso di residenza per un tempo minore occorre altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni dove il candidato ha precedentemente risieduto entro l'anno;

e) certificato in carta bollata da L. 100 rilasciato da un medico provinciale o da un medico militare o dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza comprovante che il candidato è di sana e robusta costituzione ed esente da difetti o imperfezioni che possano influire sul rendimento del servizio.

La firma del medico provinciale dovrà essere legalizzata dal prefetto, quella del medico militare dalla superiore autorità militare e quella dell'ufficiale sanitario vidimata dal sindaco, la cui firma, a sua volta, dovrà essere legalizzata dal prefetto.

Gli invalidi di guerra e categorie assimilate produrranno il certificato sanitario di cui agli articoli 6, n. 3, legge 3 giugno 1950, n. 375, e 4, ultimo comma del decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1952, n. 1176; tale certificato dovrà contenere, oltre ad una esatta descrizione della natura e del grado di invalidità nonchè delle condizioni attualmente risultanti dall'esame obiettivo, la dichiarazione se l'aspirante possa riuscire di pregiudizio alla salute ed incolumità dei compagni di lavoro e l'apprezzamento se le sue condizioni fisiche lo rendano idoneo al disimpegno delle mansioni dell'impiego per il quale concorre;

f) certificato generale del casellario giudiziale in carta da bollo da L. 200;

g) diploma originale del titolo di studio, o — se non ancora rilasciato — certificato su carta bollata da L. 100, firmato dalla competente autorità accademica e contenente la dichiarazione che esso sostituisce, a tutti gli effetti, il diploma sino al rilascio di quest'ultimo.

In luogo del diploma o del predetto certificato sostitutivo, i candidati potranno produrne copia in bollo da L. 200, autenticata da notaio, la cui firma dovrà essere legalizzata dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

h) copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare, a seconda che il candidato abbia prestato servizio militare quale ufficiale ovvero quale sottufficiale o militare di truppa. Ciascun foglio di tali documenti dovrà essere munito di marca da bollo da L. 200. I documenti stessi dovranno essere aggiornati ed annotati delle eventuali benemerenze e campagne di guerra.

I candidati che non abbiano prestato servizio militare dovranno produrre:

1) copia del foglio matricolare come sopra munito di marca da bollo, se siano stati arruolati ed appartengano a classi o contingenti già chiamati alle armi;

2) il foglio di congedo illimitato provvisorio se siano stati arruolati e non appartengano a classi o contingenti richiamati alle armi;

3) un certificato di esito di leva se siano stati dichiarati riformati o rivedibili;

4) un certificato di iscrizione nelle liste di leva se non siano stati ancora chiamati alla leva.

I certificati di cui ai nn. 3) e 4) dovranno essere rilasciati su carta da bollo da L. 100 dal sindaco del Comune di origine o di residenza e vistati dal commissario di leva.

Coloro che, in dipendenza di avvenimenti politici connessi con l'ultima guerra, abbiano dovuto abbandonare la residenza situata nei territori di confine o non abbiano potuto farvi ritorno, potranno valersi delle disposizioni del decreto legislativo 24 febbraio 1947, n. 60, prorogate con legge 28 dicembre 1950, n. 1080.

I coniugati ed i vedovi dovranno produrre lo stato di famiglia su carta bollata da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto.

I capi di famiglia numerosa dovranno produrre lo stato di famiglia dal quale risulti che la stessa è costituita da almeno sette figli viventi, computando fra essi anche i figli caduti in guerra.

I certificati di cui alle lettere *b*), *c*), *d*), *e*), *f*) del presente articolo e lo stato di famiglia devono essere rilasciati in data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando.

I candidati dichiarati indigenti dalla competente autorità potranno produrre in carta libera tutti i documenti, ad eccezione della fotografia, con menzione in ciascuno di essi degli estremi del certificato di povertà rilasciato dal sindaco o dall'autorità di pubblica sicurezza, ai sensi dell'art. 27, tariffa allegato *B* al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492.

I concorrenti, che siano dipendenti civili di ruolo o di ruolo speciale transitorio dell'Amministrazione statale ed abbiano superato la prova orale, dovranno far pervenire i documenti di cui alle precedenti lettere *e*), *g*) ed *h*) ed, eventualmente, lo stato di famiglia, nonchè la copia integrale dello stato di servizio civile, munito ciascun foglio di marca da bollo da L. 200, con l'indicazione delle qualifiche riportate, rilasciata dalla competente Amministrazione in data non anteriore di tre mesi a quella del presente decreto. A tale documento dovrà essere aggiunta una attestazione dell'Amministrazione da cui detti candidati dipendono, redatta su carta bollata da L. 100, dalla quale risulti se sottoposti o meno a procedimento penale o disciplinare.

Art. 7.

Non si ammettono riferimenti a documenti presentati ad altre Amministrazioni tranne che per concorsi indetti dall'Amministrazione degli archivi notarili.

Dovranno peraltro — a pena di decadenza — essere presentati, nel termine fissato dall'art. 4 primo comma, i documenti di cui alle lettere *a*) e *b*) dello stesso articolo; e, nel termine fissato dall'art. 6 primo comma, ogni documento non più valido perchè rilasciato in data anteriore di tre mesi a quella del presente bando.

E' ammesso il riferimento solo per quanto concerne il titolo di studio originale, prodotto per altri concorsi presso Amministrazioni statali; in tal caso i concorrenti dovranno indicare l'Amministrazione presso cui trovasi depositato detto titolo originale, tutti gli estremi del concorso per cui è stato prodotto, esibendo in luogo del titolo stesso un certificato rilasciato dalla competente autorità accademica.

Art. 8.

L'ammissione al concorso è riservata al giudizio del Ministro che potrà negarla con suo provvedimento, a norma dell'art. 1, ultimo comma del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960.

Non sono ammessi in ogni caso al concorso:

a) i candidati che hanno presentato la domanda oltre il termine di cui all'art. 4, primo comma, o non in regola col bollo;

b) i candidati che per due volte non hanno conseguita l'idoneità nell'esame del concorso di che trattasi. L'espulsione del candidato dopo la dettatura del tema, durante le prove scritte, equivale ad inidoneità.

Art. 9.

L'esame di concorso consta:

a) di una prova scritta su ciascuna delle seguenti materie:

1) diritto civile;

2) diritto amministrativo e ordinamento del notariato e degli Archivi notarili;

b) di una prova orale avente per oggetto oltre le materie delle prove scritte, le seguenti: statistica, tasse e imposte indirette sugli affari, legge e regolamento per l'amministrazione del patrimonio e per la contabilità generale dello Stato.

Le prove scritte si svolgeranno a Roma ed avranno luogo nei giorni che verranno stabiliti con successivo provvedimento.

La prova orale si effettuerà pure a Roma presso il Ministero di grazia e giustizia.

Per quanto concerne le modalità inerenti allo svolgimento delle prove scritte saranno osservate le disposizioni contenute negli articoli 35, 36 e 37 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960.

I candidati ammessi avranno comunicazione in tempo utile del giorno, ora e luogo in cui saranno effettuate tanto le prove scritte quanto quella orale.

Art. 10.

Con successivo decreto Ministeriale sarà provveduto alla costituzione della Commissione esaminatrice e verrà designato il conservatore di Archivi notarili incaricato di esercitare le funzioni di segretario ai sensi degli articoli 22, 26 e 27, legge 17 maggio 1952, n. 629.

Art. 11.

Per essere ammessi alla prova orale, occorre aver riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non si intende superata se il candidato non ottenga almeno la votazione di sei decimi.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto in quella orale.

Art. 12.

La graduatoria del concorso, da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale*, sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva e secondo le norme di cui all'art. 6 del regio decreto-legge 23 ottobre 1924, n. 1737.

A parità di merito per esame e per titoli, la preferenza è stabilita giusta il disposto dell'art. 1 del regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, e successive estensioni e modificazioni. La nomina dei vincitori sarà fatta secondo le norme e con le riserve stabilite dalle vigenti disposizioni.

Art. 13.

Il Ministro riconosce la regolarità del procedimento degli esami e decide in via definitiva sulle eventuali contestazioni relative alla precedenza dei concorrenti dichiarati idonei da presentarsi non oltre il termine di quindici giorni dalla pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della graduatoria stessa.

Art. 14.

I vincitori del concorso saranno assunti temporaneamente in prova per il periodo di sei mesi, trascorso il quale, se a giudizio del Consiglio di amministrazione, avranno dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, saranno nominati in ruolo con lo stipendio iniziale e gli altri assegni stabiliti per il grado undicesimo del gruppo *A*.

Coloro che, allo scadere del periodo di prova, fossero invece, a giudizio del Consiglio di amministrazione, ritenuti non meritevoli di conseguire la nomina in ruolo, saranno licenziati senza indennizzo alcuno, salva la facoltà del Consiglio di amministrazione di prorogare la prova di altri sei mesi. I candidati vincitori del concorso che sono impiegati non di ruolo e che si trovino nelle condizioni di cui all'art. 2, ultimo comma del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, saranno invece nominati vice conservatori aggiunti, con riserva di anzianità, previo parere favorevole del Consiglio di amministrazione.

Art. 15.

Ai vice conservatori aggiunti in prova compete il rimborso della sola spesa personale di viaggio in seconda classe, nonchè, dal giorno dell'assunzione in servizio, un assegno lordo mensile che non può eccedere il dodicesimo dello stipendio iniziale del grado 11° ai termini del decreto del Ministro per il tesoro 21 novembre 1945, oltre l'indennità di carovita e gli assegni accessori di diritto, giusta le vigenti disposizioni.

Ai provenienti da altri ruoli di personali statali saranno corrisposti gli assegni previsti dall'art. 1 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, e ai provenienti dal personale non di ruolo quelli previsti dall'art. 11 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 aprile 1946, n. 207.

Per quanto non è stabilito dal presente decreto e dalle disposizioni dell'ordinamento degli Archivi notarili, sono applicabili le norme vigenti per l'ammissione agli impieghi civili dello Stato.

Il presente decreto verrà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 marzo 1955

p. *Il Ministro*: ROCCHETTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 aprile 1955
Registro n. 12, foglio n. 46. — FLAMMIA

(2251)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Concorso a premi per la progettazione e la fornitura di pollai ad elementi prefabbricati

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Vista la legge 6 luglio 1912, n. 832, concernente provvedimenti a tutela e a incremento della produzione zootecnica nazionale;

Visti il regio decreto-legge 3 settembre 1926, n. 1796, convertito nella legge 18 dicembre 1927, n. 2547 e il regio decreto-legge 25 novembre 1937, n. 2298, recanti disposizioni a favore della pollicoltura e della coniglicoltura;

Ritenuta la opportunità, ai fini di migliorare e incrementare la produzione avicola, di bandire un concorso a premi per lo studio e la progettazione di pollai ad elementi prefabbricati;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso a premi per la progettazione e la fornitura di pollai ad elementi prefabbricati, della capacità di 25-30 capi.

Art. 2.

Il concorso è riservato a coloro che siano in grado di realizzare il progetto direttamente o mediante esplicito accordo con una ditta idonea e che si impegnino alla fornitura di un numero di pollai non inferiore a 300, entro sei mesi dalla data dell'ordinazione.

Art. 3.

La domanda di partecipazione al concorso, su carta legale, deve pervenire al Ministero dell'agricoltura e delle foreste - Direzione generale della produzione agricola, entro sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente bando e deve essere corredata del progetto. Questo comprende: il prospetto, la sezione e la pianta della costruzione; una breve relazione illustrativa; la offerta di fornitura, l'indicazione del numero di pollai che potranno essere consegnati nel termine fissato ed il prezzo.

Art. 4.

La Commissione giudicatrice è composta dal direttore generale della Produzione agricola che la presiede, e di altri quattro membri nominati dal Ministro per l'agricoltura e foreste. Questa, esaminati i progetti, inviterà i concorrenti giudicati idonei a presentare un esemplare del pollaio proposto.

Gli esemplari prescelti saranno acquistati dal Ministero, al quale faranno carico anche le spese di trasporto dalla sede della ditta costruttrice a Roma.

Art. 5.

La Commissione compilerà la graduatoria di merito e proporrà l'assegnazione dei seguenti premi:

un primo premio di . . . L. 500.000
un secondo premio di » 300.000
un terzo premio di . » 200.000

Sarà facoltà della Commissione di non assegnare i premi qualora nessuno dei pollai presentati sia ritenuto idoneo allo scopo che il concorso si propone.

Art. 6.

La graduatoria del concorso verrà approvata con decreto del Ministro per l'agricoltura e per le foreste.

Art. 7.

Il pagamento dei premi di cui sopra, per complessive L. 1.000.000, graverà sui fondi stanziati al cap. 63 dello stato di previsione della spesa del Ministero dell'agricoltura e delle foreste per l'esercizio 1954-55.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e verrà quindi pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 marzo 1955

Il Ministro: MEDICI

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 *aprile* 1955
Registro n. 7 *Agricoltura e foreste, foglio n.* 252. — PALADINI

(2221)

PREFETTURA DI FORLI'

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Forlì

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FORLI'

Veduto il proprio decreto 18 maggio 1953, n. 8362, con cui veniva bandito un concorso per titoli ed esami a posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Forlì;

Visto il successivo decreto 29 dicembre 1954, n. 8362, con il quale furono ammessi al concorso sessantotto candidati;

Visto il decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica in data 31 agosto 1954, n. 340.3/9392, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso suddetto;

Visti i verbali della predetta Commissione giudicatrice, che concludono con la formulazione della graduatoria dei candidati dichiarati idonei;

Ritenuti regolari gli atti del concorso;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei nel concorso di cui in narrativa;

1. D'Agostini Alessio . . . punti 55,878 su 100
2. Marcaccini Mario . . . . » 53,937 »
3. Figna Onorio . . . . . » 53,419 »
4. Mercati Francesco . . . . » 51,468 »
5. Pini Mario . . . . . . punti 51,200 su 100
6. Copaloni Ugo . . . . . » 50,851 »
7. Silvestri Alberto . . . . . » 50,070 »
8. Paci Arcangelo . . . . . » 50,048 »
9. Tibaldi Tonino . . . . . » 48,871 »
10. Fabbri Olindo . . . . . » 48,726 »
11. Biagini Franco . . . . . » 47,364 »
12. Piolanti Remo . . . . . » 46,972 »
13. Bagli Michele . . . . . » 46,718 »
14. Giorgi Gioberto . . . . . » 45,715 »
15. Galeati Giacomo . . . . . » 45,111 »
16. Zamagni Italo . . . . . » 44,042 »
17. Caruso Lombardi Riccardo . . » 44,000 »
18. Ughi Luigi . . . . . . » 43,186 »
19. Benvenuti Riccardo . . . . » 42,367 »
20. Baffoni Colombo, precede per età . » 39,000 »
21. Mazzocchi Luigi . . . . . » 39,000 »
22. Comini Antonio . . . . . » 36,265 »
23. De Astis Vittorio . . . . . » 35,000 »

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Forlì, addì 21 aprile 1955

p. *Il prefetto*: CAPASSO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FORLI'

Veduto il proprio decreto in data 16 luglio 1953, di pari numero, col quale è stata approvata la graduatoria dei candidati idonei nel concorso per titoli ed esami a posti vacanti di veterinario condotto in provincia di Forlì, bandito con decreto del 18 maggio 1953, n. 8362;

Ritenuto che la dichiarazione dei vincitori deve essere fatta secondo l'ordine della graduatoria per la sede che i concorrenti hanno nella domanda indicata per prima nell'ordine della loro preferenza, salvo che per tale sede sia già stato dichiarato vincitore altro candidato che precede in graduatoria, nel qual caso la dichiarazione deve essere fatta per le sedi indicate successivamente e nell'ordine;

Visto l'ordine delle preferenze indicato da ciascun concorrente;

Visti gli articoli 55 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari condotti addetti ai servizi dei Comuni e delle Amministrazioni provinciali, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e 9 della legge 9 giugno 1950, n. 375, che modifica la legge 21 agosto 1921, n. 1312;

Decreta:

I seguenti concorrenti, dichiarati idonei nel concorso di cui in narrativa, sono dichiarati vincitori del concorso stesso, per le sedi a fianco di ciascuno indicate:

1) D'Agostini Alessio: condotta di Bertinoro;
2) Marcaccini Mario: condotta di Saludecio;
3) Figna Onorio: condotta consorzio Montescudo-Montecolombo;
4) Mercati Francesco: condotta consorzio Mondaino-Montegridolfo.

Il presente decreto sarà inserito nel Foglio annunzi legali di questa Provincia, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Forlì, addì 21 aprile 1955

p. *Il prefetto*: CAPASSO

(2181)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.